

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°19 - 01 MARS 2023

« Face aux incertitudes, le Grand Est maintient un cap positif »

Dans une Europe qui a perdu 300 000 emplois dans l'industrie manufacturière depuis le début de la crise de la Covid-19, une France qui a enregistré le pire déficit commercial (- 163,6 milliards d'euros) de son histoire en 2022, et une inflexion de la consommation des ménages, les indicateurs économiques et sociaux du Grand Est conservent une orientation positive face à un avenir qui demeure incertain.

Les défaillances d'entreprise repartent à la hausse

Favorisé par le report des traitements des dossiers de liquidation devant les tribunaux et les mesures de soutien aux entreprises liés à la crise Covid-19, le niveau des défaillances d'entreprise a atteint en 2021 son plus bas niveau historique. Depuis début 2022, on enregistre une forte recrudescence des défaillances (+32,9% sur un an en région), même si elles demeurent en deçà du niveau d'avant-crise.

Exports de produits agricoles et agro-alimentaire : une balance commerciale positive de presque 7 milliards d'euros

La reprise est très forte depuis début 2021, et on enregistre ces 4 derniers trimestres un nouveau record à 11,8 milliards d'€ d'exportations, alors que le secteur en région avoisinait annuellement les 9 milliards avant la crise.

Le tourisme retrouve des couleurs

La fréquentation touristique a retrouvé de la vigueur depuis l'été 2021 dans le Grand Est, et tend à se rapprocher de son niveau de 2019, malgré une clientèle étrangère toujours en retrait.

L'emploi toujours bien orienté

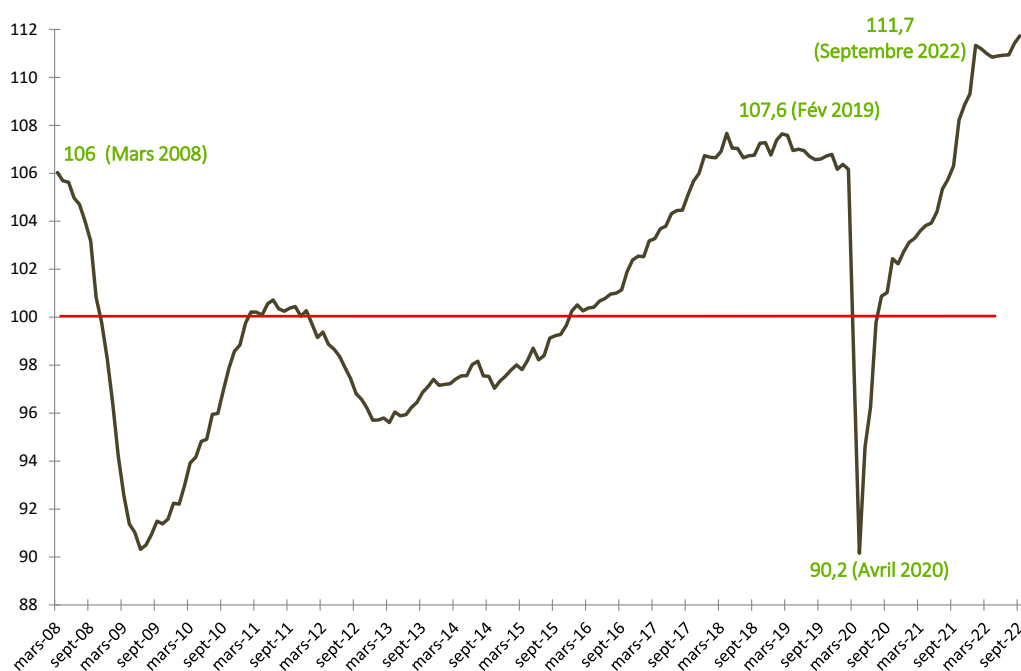
L'emploi a dépassé son niveau d'avant Covid début 2022, en bonne partie grâce au secteur des services (+17 148 emplois sur un an), mais aussi à la construction, en progression depuis 2017. Si les effectifs s'érodent sensiblement dans le commerce depuis un an et demi, il est à noter que l'industrie présente enfin

un redressement de ses effectifs au 3^{ème} trimestre 2022 (+ 1 129 postes), une première depuis 2015.

210 000 frontaliers pour 2023 ?

La barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est ayant été franchie fin 2021, à la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19, celle des 210 000 s'annonce déjà, et devrait être atteinte en 2023. En effet, on compte 6 500 frontaliers de plus en direction du Luxembourg sur un an, et plus de 1 400 vers la Suisse.

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITEES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
- 7 - CONSTRUCTION NON-RÉSIDENTIELLE (LOCAUX)
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - TAUX DE CHÔMAGE
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN
- 18 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

72,5 milliards d'euros
d'exportations

26 800
constructions de logements neufs

64 190
créations d'entreprises

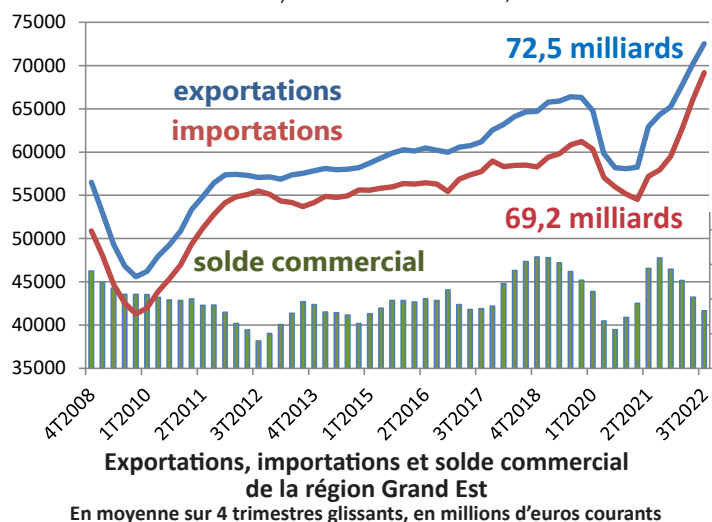
75,4 %

taux d'utilisation des capacités de production (Janvier 2022)

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS ENERGIE) - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

Des niveaux records. Suite à la crise Covid-19, les échanges internationaux ont explosé dès 2021, et on retrouve en région des niveaux d'exportations et d'importations jamais atteints et amplifiés par l'inflation. En effet, on enregistre sur un an 72,5 milliards d'exports, dépassant le niveau d'avant-crise, précédent record, de près de 6 milliards. Néanmoins, les importations progressent toujours plus rapidement que les exportations (19,4% vs 12,8%), ce qui entraîne la réduction de la balance commerciale annuelle à 3,3 milliards, soit 3 milliards de moins qu'il y a un an. A l'échelon départemental, les progressions annuelles des exportations sont contrastées, de +1,5% dans l'Aube à +32% dans les Ardennes. La Marne affiche une hausse de 26,3%, quand le Bas-Rhin et la Moselle présentent des croissances plus modérées (7,2% et 9,5%). Au niveau national, sur un an, les évolutions des échanges sont encore plus intenses que dans le Grand Est : l'export progresse de 18,2% et l'import de 30,9%, creusant toujours plus le déficit commercial français (-163,6 milliards d'€ en 2022 contre -85 milliards en 2021). Avec le Grand Est, seule l'Occitanie présente encore un solde commercial positif.

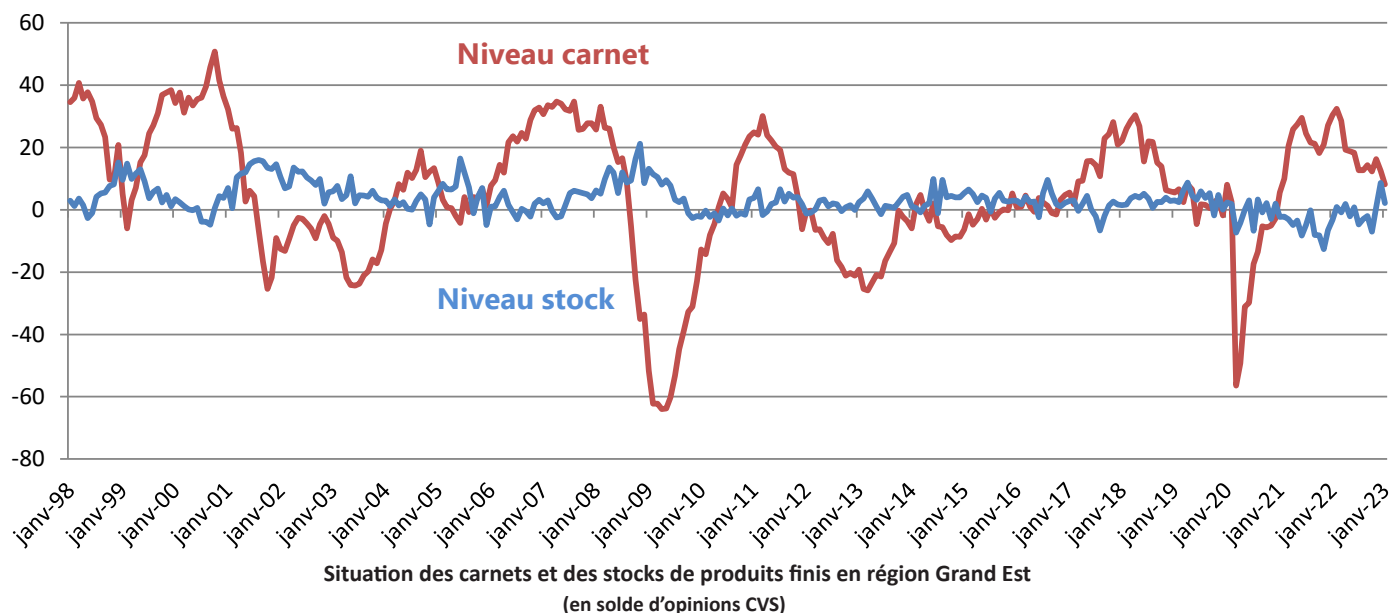


	Evolution des exportations sur un an	Exportations sur un an, en millions d'€
Ardennes	32,1%	2 582
Aube	1,5%	1 840
Bas-Rhin	7,2%	23 527
Haute-Marne	22,4%	1 248
Haut-Rhin	13,6%	14 188
Marne	26,3%	8 593
Meurthe-et-Moselle	12,2%	3 176
Meuse	23,6%	1 701
Moselle	9,5%	12 821
Vosges	19,8%	2 851
Grand Est	12,8%	72 527
France	18,2%	571 433

2 - CARNETS DE COMMANDES ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - JANVIER 2023

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

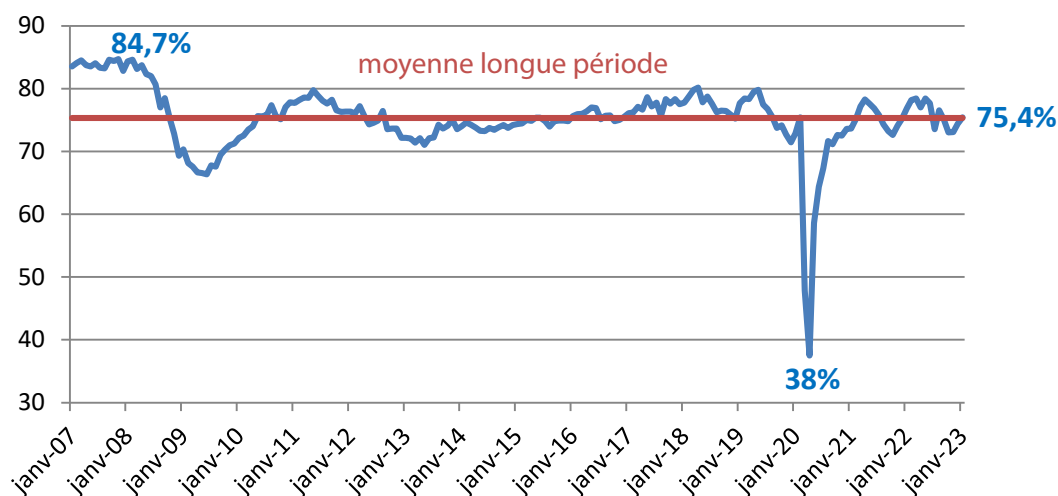
Erosion des carnets de commande, reconstitution des stocks. En mars 2020, la crise sanitaire et le confinement ont brutalement fait chuter le niveau des carnets de commandes, dans des proportions similaires à la crise économique de 2007. Néanmoins, la reprise a été rapide et le niveau des carnets a atteint un pic en février 2022. Depuis, ils tendent à se réduire, mais restent étoffés. Cette contraction de la demande entraîne la reconstitution des stocks, qui étaient à très bas niveau depuis fin 2020, lié à la hausse des prix des intrants, aux difficultés de recrutement... Ce décalage entre offre et demande a entraîné une envolée des prix sur les marchés, à laquelle s'est rajoutée la crise énergétique en 2022, en lien avec la guerre en Ukraine.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - JANVIER 2023

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

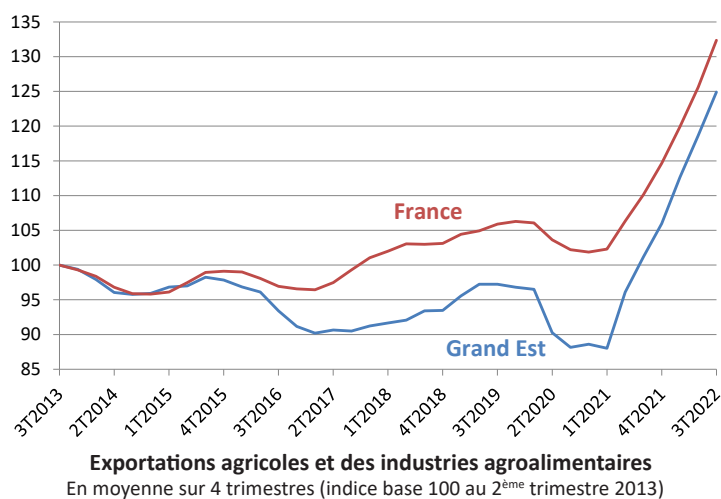
L'activité industrielle résiste malgré les difficultés. Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie, qui s'était effondré en avril 2020 avec la crise Covid-19, a mis près d'un an pour retrouver son niveau d'avant-crise (78,3% en avril 2021). Par la suite, il s'est affiché de nouveau à la baisse, jusqu'à 72% en octobre 2021, conséquence des tensions sur les marchés des matières premières et des difficultés pour les entreprises à s'approvisionner en certains biens intermédiaires de production. Alors qu'il avait retrouvé un bon niveau début 2022 (78,4%), on assiste depuis à de légères oscillations, et il se situe à 75,4% en janvier 2023, sensiblement supérieur à la moyenne longue période. Selon l'enquête menée auprès des chefs d'entreprises, les contraintes d'approvisionnement s'atténuent quelque peu, tout comme les difficultés de recrutement (hormis dans l'agro-alimentaire). Par contre, les marges se dégradent compte tenu des prix de l'énergie et du transport.



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES EN EUROS COURANTS

Une balance commerciale positive de presque 7 milliards d'euros. L'export de produits agricoles et agro-alimentaires a aussi subi la limitation des échanges internationaux liés à l'épidémie de la Covid-19 (-8,5% dans le Grand Est en 2020). Cependant, la reprise est très forte depuis début 2021, et on enregistre ces 4 derniers trimestres un nouveau record à 11,8 milliards d'€ d'exportations, alors que le secteur avoisinait annuellement les 9 milliards avant la crise. La progression régionale est toujours plus rapide qu'au national (+23,5% contre +20,2%). Avec 6,9 milliards d'€ de solde positif, le secteur permet au Grand Est de présenter une balance commerciale positive (voir indicateur 1). Les exportations marnaises, qui pèsent 43% de l'export agricole et agro-alimentaire régional, progressent de presque un tiers sur un an, tout comme les Ardennes ou la Meurthe-et-Moselle. La Moselle affiche elle une progression de 41,7%. Rappelons que dans un contexte inflationniste, le prix des matières agricoles entraîne une augmentation des prix dans l'ensemble des chaînes de valeur.

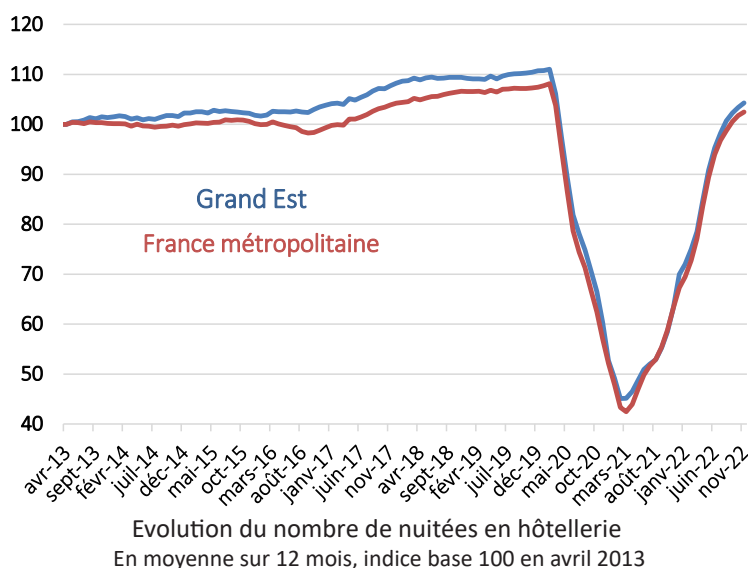


	Evolution des exportations sur un an	Répartition des exportations sur un an, en millions d'euros
Ardennes	36,0%	536
Aube	-4,1%	539
Bas-Rhin	13,8%	2 237
Haute-Marne	-6,0%	157
Haut-Rhin	11,0%	949
Marne	31,8%	5 084
Meurthe-et-Moselle	30,7%	426
Meuse	23,7%	412
Moselle	41,7%	1 152
Vosges	8,9%	330
Grand Est	23,5%	11 822
France	20,2%	80 500

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - NOVEMBRE 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Le tourisme retrouve des couleurs. Le secteur du tourisme a été l'un des plus impactés par la crise Covid-19 : les confinements successifs et l'absence de touristes internationaux ont généré un effondrement du nombre de nuitées en région comme en France. La fréquentation touristique a retrouvé de la vigueur depuis l'été 2021 dans le Grand Est, et tend à se rapprocher de son niveau de 2019, malgré une clientèle étrangère toujours en retrait. En région, le nombre de nuitées enregistrées entre décembre 2021 et novembre 2022 reste inférieur de 5,6% par rapport à la même période 2018-2019 (-4,5% au national). Seules la Haute-Marne et la Marne affichent des progressions. Il est à noter que mi-2022, l'hôtellerie haut de gamme (4 et 5 étoiles) a dépassé son niveau d'avant-crise tandis que l'hôtellerie intermédiaire (3 étoiles) l'a retrouvé, contrairement à celles économiques et non classées, toujours en retrait.



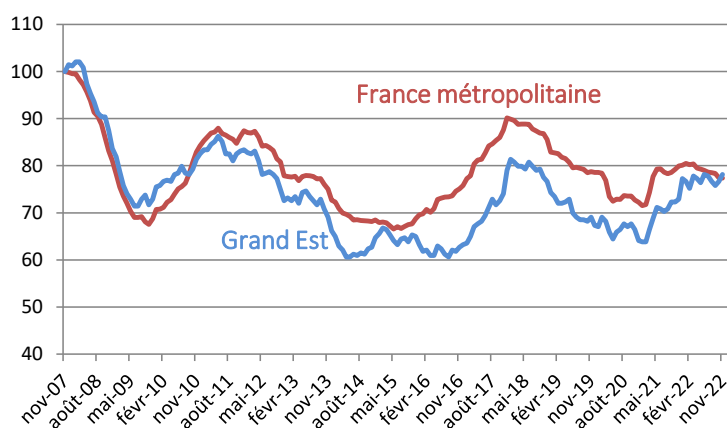
	Evolution des nuitées de décembre 2021 à novembre 2022 par rapport à décembre 2018 à novembre 2019	Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an, en milliers
Ardennes	-16,8%	20
Aube	-0,7%	63
Marne	0,4%	139
Haute-Marne	9,6%	27
Meurthe-et-Moselle	-0,7%	86
Meuse	-14,2%	17
Moselle	-6,7%	140
Bas-Rhin	-9,2%	334
Haut-Rhin	-4,9%	234
Vosges	-8,0%	72
Grand Est	-5,6%	1 133
France métropolitaine	-4,5%	17 062

Dans le contexte de crise sanitaire, les taux de réponse aux enquêtes de fréquentation ne garantissent pas un niveau de qualité suffisant à l'échelle départementale entre novembre 2020 et avril 2021, c'est pourquoi nous effectuons ici un comparatif sur la période 2021-2022 et 2018-2019

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

La construction mieux orientée dans le Grand Est qu'au national. Après un recul continu de la construction à partir de 2018, le plus bas niveau a été atteint début 2021 avec 22 000 logements construits sur un an. On note depuis un retour à une dynamique qui n'était plus enregistrée depuis 6 ans, avec 26 800 logements sur l'année, soit une progression annuelle de 21%, alors que le national stagne à +2%. Les dynamiques sont semblables concernant les autorisations (+28% dans le Grand Est et +11% en France métropolitaine). Cependant, 3 départements présentent encore un recul de la mise en chantier sur 4 trimestres : la Haute-Marne (-43%), la Moselle (-6%) et l'Aube (-2%). Depuis plusieurs semestres, les constructions de logements individuels groupés et individuels purs augmentent plus fortement que celle de logements collectifs, conséquence possible de la crise Covid-19. Enfin, il faut rappeler que cet indicateur comprend également les rénovations de logements.



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 octobre 2007
En moyenne sur 12 mois glissants, source INSEE

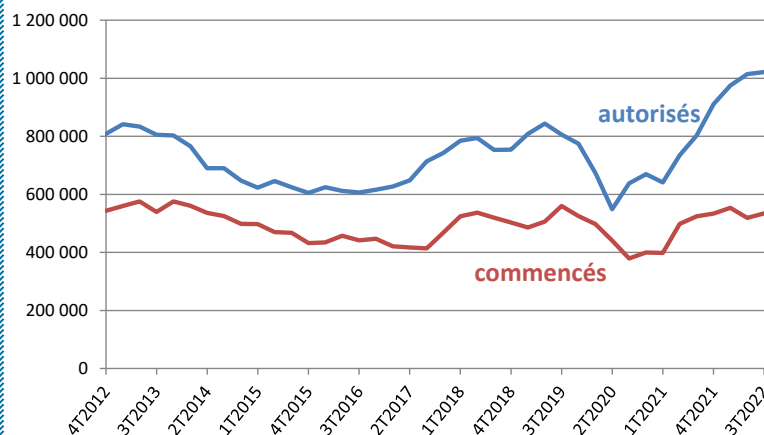
	Evolution du nombre de constructions autorisées sur un an	Evolution du nombre de constructions commencées sur un an
Ardennes	64%	73%
Aube	-20%	-2%
Bas-Rhin	-3%	55%
Haute-Marne	-39%	-43%
Haut-Rhin	78%	1%
Marne	15%	17%
Meurthe-et-Moselle	75%	45%
Meuse	63%	40%
Moselle	22%	-6%
Vosges	36%	55%
Grand Est	28%	21%
France métropolitaine	11%	2%

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Le décalage persiste entre les autorisations de constructions et les mises en chantier. Si les autorisations de constructions non résidentielles se hissent à un niveau record, avec un peu plus de 4 millions de m² sur un an (+27%), les ouvertures de chantier de locaux ne suivent pas, ne progressant que de 2% sur la même période. En France métropolitaine, on ne constate pas un tel décalage : les autorisations de construction progressent de 5% sur la même période, et les ouvertures de chantier de 6%. Au niveau infra-régional, les évolutions sont contrastées : la moitié des départements présentent un recul de la construction de locaux (les plus fortes baisses sont reparties en Haute-Marne (-51%) et en Moselle (-40%)), tandis que le Haut-Rhin ou les Vosges affichent de fortes progressions (+77% et +65%). Concernant les autorisations de chantiers, à l'exception de l'Aube et des Ardennes, elles croissent dans tous les départements. Les hausses maximales sont enregistrées en Moselle (+105%) et dans la Marne (+69%).



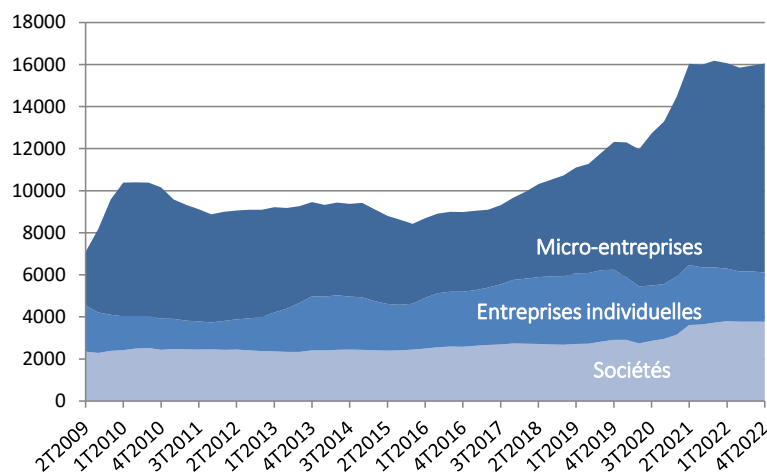
Construction de locaux en région Grand Est (en m²)
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées sur un an	Evolution des constructions commencées sur un an
Ardennes	-10%	13%
Aube	-44%	-14%
Bas-Rhin	16%	-1%
Haute-Marne	6%	-51%
Haut-Rhin	10%	77%
Marne	69%	10%
Meurthe-et-Moselle	32%	20%
Meuse	55%	-6%
Moselle	105%	-40%
Vosges	66%	65%
Grand Est	27%	2%
France métropolitaine	5%	6%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Les créations d'entreprises restent à un seuil élevé. La crise Covid et ses conséquences sur l'emploi ont été déclencheurs de changements professionnels profonds (alternatives à la perte d'emploi, désir d'entreprendre, ...). Après deux records successifs du nombre de créations d'entreprises dans le Grand Est, à savoir 50 000 en 2020 puis 64 700 en 2021, elles se sont stabilisées en 2022 (-0,8%, contre une progression de 2% en France). Sur une année, seules les Ardennes (+7,6%), la Meuse et la Moselle s'affichent à la hausse. Les 7 autres départements présentent de sensibles reculs, plus marqués dans la Marne (-3,4%) et en Meurthe-et-Moselle (-3%). Le nombre de créations de sociétés augmente encore légèrement (+1,3% sur un an), comme les micro-entreprises (+0,9%), les entreprises individuelles sont à la baisse (-1,5%). Les nouvelles immatriculations progressent dans l'industrie (fait nouveau), la construction et les services, tandis que les créations d'entreprises dans les secteurs du commerce, de l'hébergement-restauration et du transport reculent.

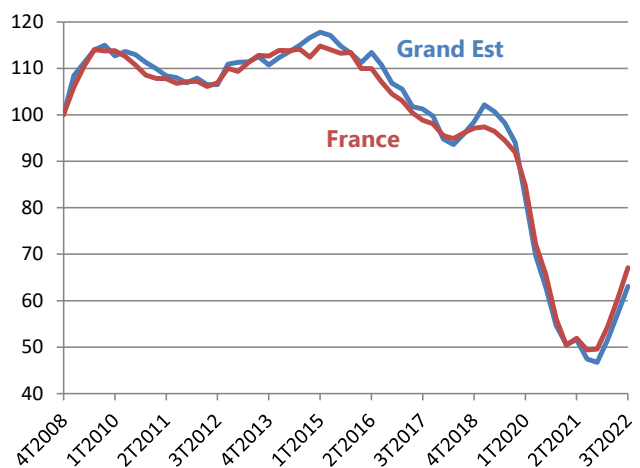


	Evolution en 2022	Nombre de créations en 2022
Ardennes	7,6%	2 534
Aube	-1,1%	3 582
Bas-Rhin	-0,3%	15 853
Haute-Marne	-1,0%	1 482
Haut-Rhin	-1,9%	8 832
Marne	-3,4%	7 487
Meurthe-et-Moselle	-3,0%	7 918
Meuse	2,7%	1 483
Moselle	0,6%	11 327
Vosges	-1,2%	3 692
Grand Est	-0,8%	64 190
France	2,0%	1 071 881

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Les défaillances repartent à la hausse, tout en demeurant en deçà du niveau d'avant-crise. Favorisé par le report des traitements des dossiers de liquidation devant les tribunaux et les mesures de soutien aux entreprises liés à la crise Covid-19, le niveau des défaillances d'entreprise a atteint en 2021 son plus bas niveau historique. A partir de début 2022, on enregistre une forte recrudescence des défaillances (au 3^{ème} trimestre de l'année, +32,9% sur un an en région et 35,8% en France). La Meurthe-et-Moselle (+103%), la Meuse (+91%) et les Vosges (+66%) affichent d'importantes détériorations, quand le Bas-Rhin et le Haut-Rhin présentent des progressions plus mesurées (8-9%). Les entreprises sont touchées par de nombreuses difficultés : pénurie de produits, hausse des taux d'intérêts, factures énergétiques en hausse, difficultés de recrutement, baisse des dépenses des français liée au recul du pouvoir d'achat...



	Evolution du nombre de défaillances sur un an	Nombre de défaillances sur un an
Ardennes	51,8%	126
Aube	35,1%	150
Bas-Rhin	8,1%	534
Haute-Marne	39,6%	67
Haut-Rhin	8,9%	367
Marne	45,7%	287
Meurthe-et-Moselle	102,6%	387
Meuse	91,4%	111
Moselle	18,8%	405
Vosges	66,1%	191
Grand Est	32,9%	2 625
France	35,8%	37 340

2. EMPLOI

17 937 créations d'emplois salariés
entre le 3^{ème} trimestre 2021 et le 3^{ème} trimestre 2022

1 395 804 emplois salariés dans le secteur marchand,
dont :

756 353 dans les services

287 144 dans l'industrie

237 327 dans le commerce

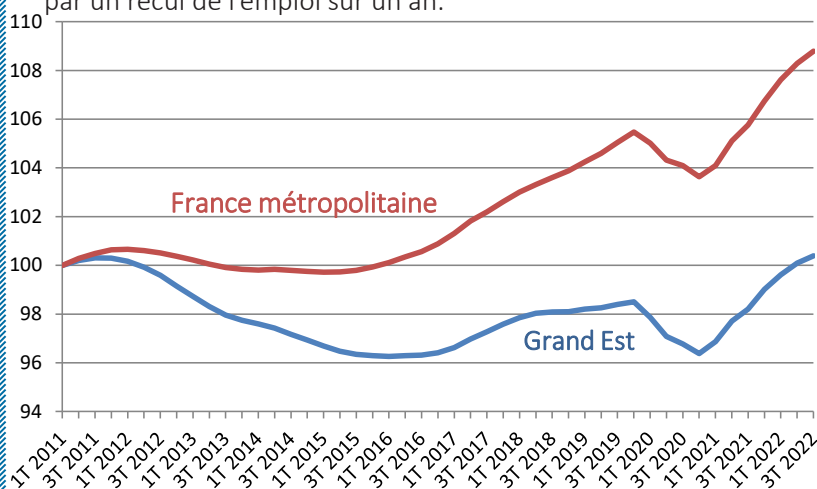
114 980 dans la construction

196 990 offres d'emploi diffusées par Pôle Emploi au 3^{ème} trimestre 2022
dans le Grand Est (dont 78 205 enregistrées directement par Pôle Emploi)

10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

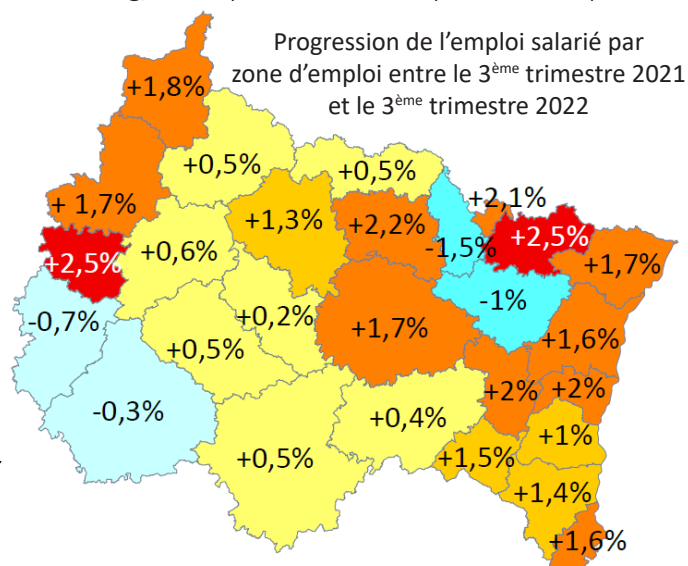
L'emploi toujours bien orienté. Fortement impacté sur l'année 2020, le marché du travail a connu une reprise très soutenue dès début 2021, lui permettant de retrouver rapidement son niveau d'avant-crise en un an. Au troisième trimestre 2022, on compte près de 18,8 millions d'emplois salariés privés en France métropolitaine, 340 000 de plus sur une année, soit une progression annuelle de 1,9% (elle était de 3,3% début 2022). La progression est plus ténue dans le Grand Est, avec +1,2% (+2,2% début 2022). Au sein de ce dernier, 23 des 27 zones d'emploi recensent une augmentation des effectifs salariés sur un an. Les progressions les plus remarquables sont recensées dans le nord-ouest de la région (Epernay, Reims, Charleville-Mézières), en Alsace et dans le sillon lorrain. Les autres territoires, plutôt situés en périphérie des grandes agglomérations, affichent des croissances plus modérées. Les zones de Saint-Avold, Sarrebourg, Romilly-sur-Seine et Troyes sont marquées par un recul de l'emploi sur un an.



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*

Base 100 au 1^{er} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris



11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

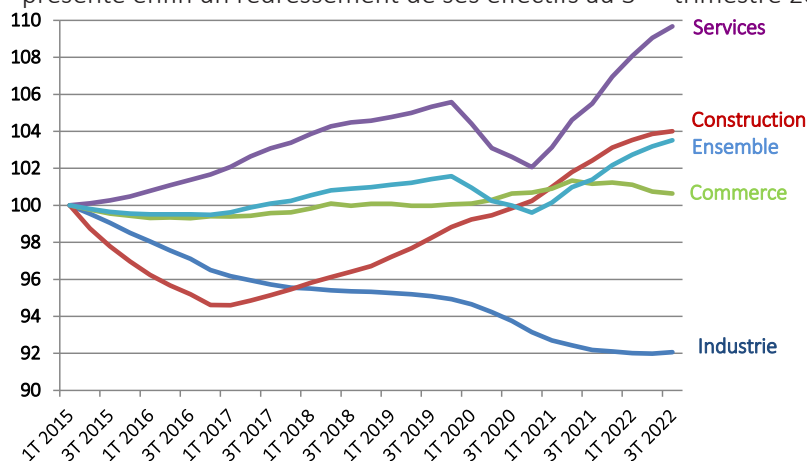
Les services toujours en progression, l'industrie stoppe l'hémorragie. Après la perte d'environ 20 000 postes en 2020, l'emploi a dépassé son niveau d'avant-Covid début 2022, en bonne partie grâce au secteur des services, mais aussi à la construction.

- Services : +2,3% soit + 17 148 emplois sur un an. Le tertiaire marchand a été le plus impacté par la crise, mais c'est aussi le plus créateur d'emploi depuis la reprise, le tertiaire non marchand étant plutôt stable depuis 2 ans.

- Construction : +0,5% soit 604 créations de postes sur une année. En forte croissance depuis 2017, on semble assister à un tassement de la progression sur les derniers trimestres.

- Commerce : -0,4% soit - 944 postes ; l'emploi varie peu depuis 2015, mais s'érode sensiblement depuis un an et demi.

- Industrie : +0,4% soit 1 129 créations d'emplois. Affichant des diminutions modérées ces derniers trimestres, l'industrie présente enfin un redressement de ses effectifs au 3^{ème} trimestre 2022, une première depuis 2015.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Indice 100 au 1^{er} trimestre 2015, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 3 ^{ème} trimestre 2022	Evolution sur un an	
		en nombre	en %
Industrie	287 144	1 129	0,4%
Construction	114 980	604	0,5%
Commerce	237 327	-944	-0,4%
Services	756 353	17 148	2,3%
Total	1 395 804	17 937	1,3%

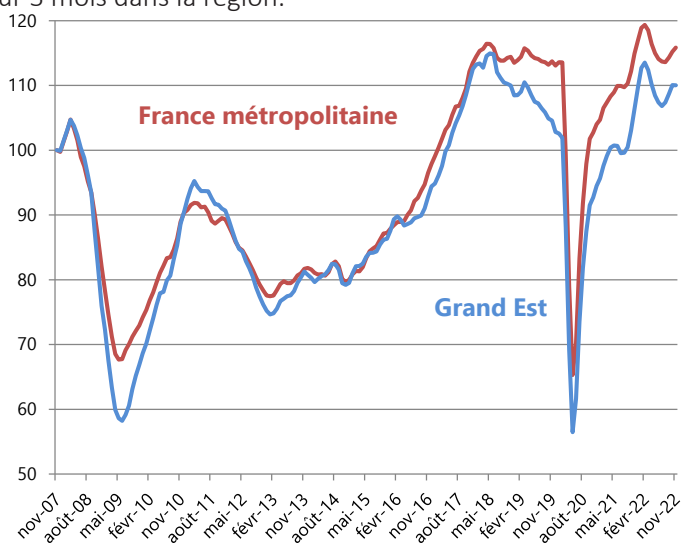
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉrimAIRE - NOVEMBRE 2022

SOURCE : DARES & DREETS // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

L'intérim toujours au dessus de son niveau d'avant-crise. Alors que l'épidémie avait divisé par plus de deux les effectifs, faisant passer leur nombre dans la région de 64 500 en février 2020 à 29 000 en avril, la reprise a été forte dès l'été 2020. Après une montée en puissance tout le long de l'année 2021, un pic a été atteint en janvier 2022, avec 72 473 intérimaires, plus haut niveau enregistré depuis 2017. En 2022, l'effectif s'est réduit jusqu'à l'été, et connaît depuis un léger rebond. On comptabilise 68 686 intérimaires dans le Grand Est en novembre 2022. Sur un an, la Meuse, l'Aube, la Marne et la Moselle affichent des reculs, tandis que le Haut-Rhin présente une forte progression (+27,4%). Au global, l'intérim progresse de 4,6% dans le Grand Est sur l'année, contre 0,8% en France. Le rapport est le même sur un trimestre (+3,8% contre +2,4%) Il est à noter que l'industrie emploie 850 intérimaires de plus sur 3 mois dans la région.

	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Ardennes	14,2%	5,8%
Aube	2,7%	-8,4%
Bas-Rhin	4,4%	1,1%
Haute-Marne	4,3%	6,6%
Haut-Rhin	7,8%	27,4%
Marne	3,4%	-5,1%
Meurthe-et-Moselle	5,9%	1,6%
Meuse	-8,8%	-11,9%
Moselle	-2,1%	-1,9%
Vosges	9,3%	5,6%
Grand Est	3,8%	4,6%
France	2,4%	0,8%



Evolution de l'emploi intérimaire

Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en novembre 2007

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 4^{ème} trimestre 2022

414 730 demandeurs d'emploi de catégorie ABC*
(241 120 en catégorie A)

52 230 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans
(30 920 en catégorie A)

122 230 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
(75 660 en catégorie A)

7,1% taux de chômage dans la région (3^{ème} trimestre 2022)

*Catégorie A : personne sans emploi

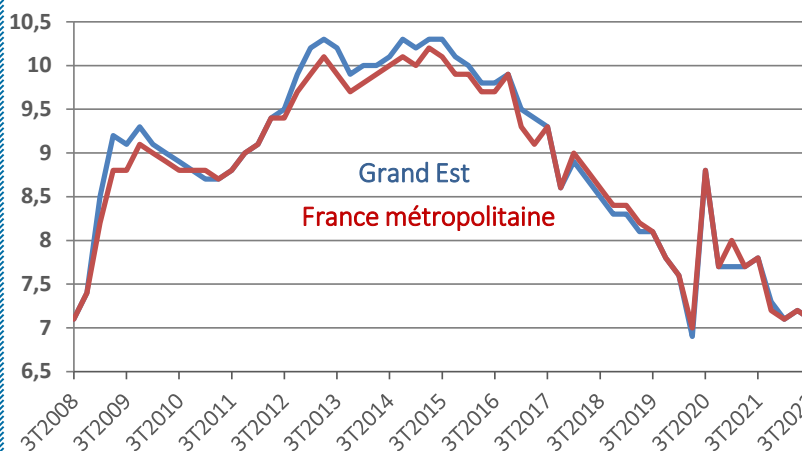
*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

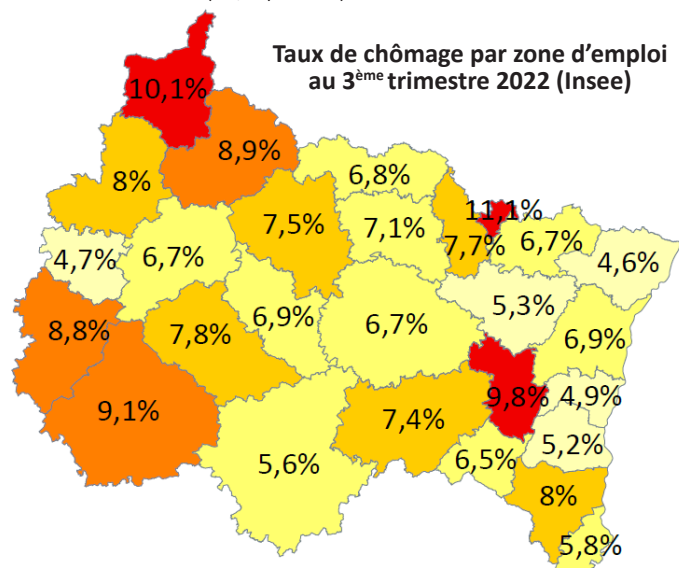
13 - TAUX DE CHÔMAGE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Stabilisation du chômage après la baisse significative de fin 2021. Après une année 2020 particulièrement chahutée, conséquence de la crise Covid-19, le taux de chômage s'était stabilisé en 2021 aux alentours de 7,8%, en Grand Est comme en France. La fin de cette dernière année a été marquée par une contraction importante, avec -0,5 point. Depuis, le chômage régional comme national oscille entre 7,1 et 7,2%, son plus bas niveau depuis 2008 (exception faite de la baisse artificielle du chômage au 2^{ème} trimestre 2020). Au niveau infra-régional, de forts contrastes subsistent : plusieurs zones d'emploi affichent un taux aux alentours des 5% (Epernay, Sélestat, Haguenau, Colmar), taux qui est doublé à Charleville-Mézières (10,1%) ou Forbach (11,1%). Sur un an, plusieurs zones ont vu leur taux de chômage se réduire de plus d'un point : Verdun (-1,4 points), Mulhouse (-1,2 points), Remiremont (-1,1 points) ou encore Forbach (-1,8 points).



Taux de chômage en région Grand Est et en France métropolitaine

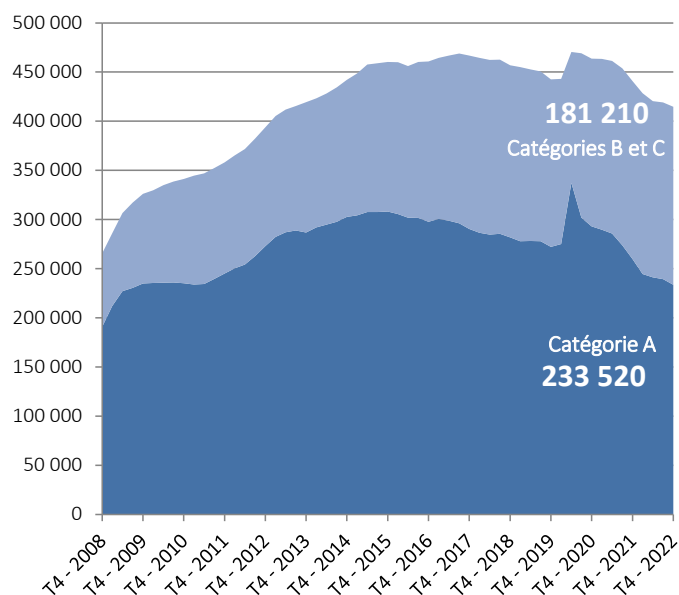


Taux de chômage par zone d'emploi au 3^{ème} trimestre 2022 (Insee)

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

50 000 demandeurs d'emploi de moins en deux ans. On compte 414 730 inscrits à Pôle Emploi en catégorie ABC fin 2022 dans le Grand Est, soit le plus faible niveau du nombre de demandeurs d'emploi depuis 2013. La baisse en 2022 (-5,9%) est dans la continuité de celle de 2021, mais tend à fléchir au second semestre. Ce sont toujours uniquement les demandeurs d'emploi en catégorie A (sans activité) qui s'affichent à la baisse, ceux en catégorie B et C (activité réduite) ne profitent pas de l'embellie. Tous les départements présentent un recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un trimestre comme sur un an, de façon relativement homogène, et en particulier dans les départements de l'est régional. Les tendances sont semblables à l'échelle nationale (-5,2% en 2022 et -0,8% sur un trimestre, contre -1% dans le Grand Est).



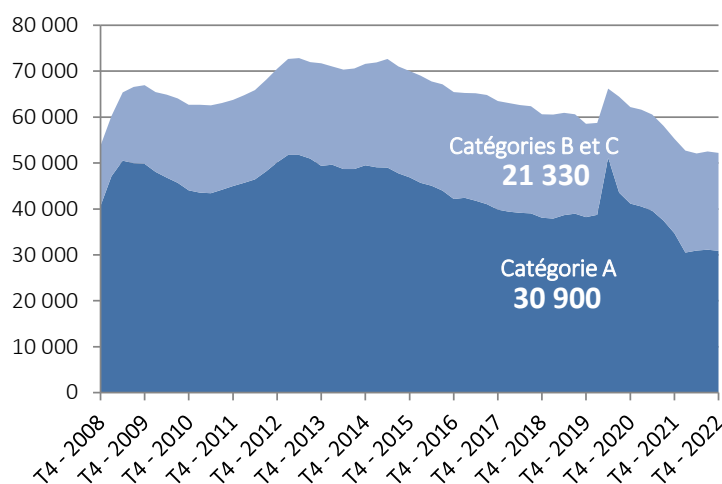
Catégorie A, B et C	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2022		Evolution en 2022	
Ardennes	-0,4%		-4,0%	
Aube	-0,5%		-4,9%	
Bas-Rhin	-1,3%		-5,3%	
Haute-Marne	-0,7%		-5,5%	
Haut-Rhin	-0,8%		-7,9%	
Marne	-0,2%		-4,3%	
Meurthe-et-Moselle	-1,4%		-5,9%	
Meuse	-0,2%		-5,5%	
Moselle	-1,8%		-7,4%	
Vosges	-0,9%		-4,8%	
Grand Est	-1,0%		-5,9%	
<i>dont hommes</i>	<i>-1,1%</i>		<i>-6,5%</i>	
<i>dont femmes</i>	<i>-1,0%</i>		<i>-5,3%</i>	
France métropolitaine	-0,8%		-5,2%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi ne diminue plus pour la première fois depuis 2020. Fortement impactés par la crise Covid-19 (+13% de demandeurs d'emploi), les moins de 25 ans sont aussi le public qui a le mieux rebondi, rejoignant ainsi début 2022 son niveau le plus bas depuis 2008, avec un peu plus de 52 000 demandeurs. Cependant, un plancher semble avoir été atteint, et l'effectif stagne depuis trois trimestres. 5 des 10 départements du Grand Est présentent une augmentation du nombre de jeunes demandeurs d'emploi au dernier trimestre 2022 (+2,3% dans la Meuse et +1,7% dans la Marne), même si sur un an, tous demeurent orientés à la baisse. A la faveur d'un recul encore important au premier trimestre 2022, l'évolution annuelle enregistrée en région (-5,5%) demeure plus favorable qu'en France métropolitaine (-4,7%).



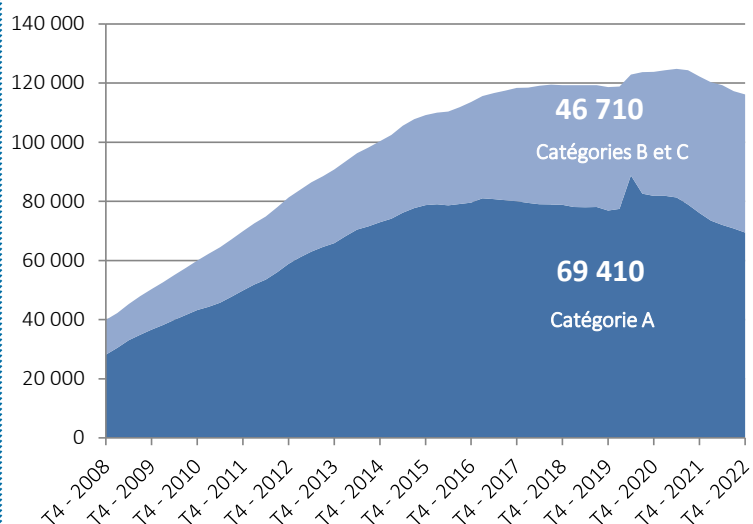
Catégories A,B et C	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2022		Evolution en 2022	
Ardennes	0,7%		-3,8%	
Aube	-1,1%		-5,1%	
Bas-Rhin	-1,9%		-6,0%	
Haute-Marne	-1,2%		-3,4%	
Haut-Rhin	-2,5%		-9,2%	
Marne	1,7%		-2,6%	
Meurthe-et-Moselle	-1,4%		-6,2%	
Meuse	2,3%		-5,3%	
Moselle	0,1%		-6,2%	
Vosges	0,0%		-1,6%	
Grand Est	-0,6%		-5,5%	
<i>dont hommes</i>	<i>-0,7%</i>		<i>-5,5%</i>	
<i>dont femmes</i>	<i>-0,4%</i>		<i>-5,5%</i>	
France métropolitaine	0,5%		-4,7%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

L'amélioration se confirme. L'embellie constatée sur le marché du travail après la crise Covid n'a pas profité aux demandeurs d'emplois de plus de 50 ans : un pic a été atteint au 2^{ème} trimestre 2021, avec quasiment 125 000 demandeurs. Cependant, et pour la première fois depuis la crise de 2008, on assiste à une baisse durable de l'effectif depuis fin 2021. En effet, on comptabilise au 4^{ème} trimestre 2022 dans le Grand Est 116 120 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en catégories A, B et C, soit 6 100 de moins sur une année (-5% contre -4,3% au national). En 2022, ils sont à la baisse dans tous les départements, de -2,6% dans la Marne à -6,8% en Moselle. Néanmoins, des augmentations sont à noter dans l'Aube et les Ardennes au 4^{ème} trimestre 2022.



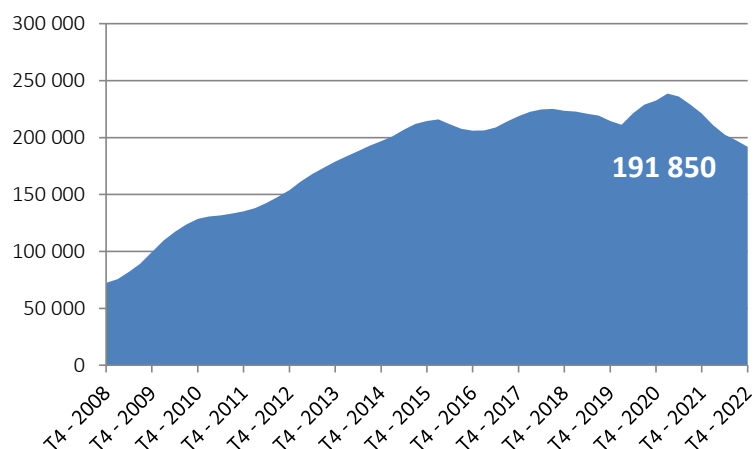
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

Catégories A, B et C	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2022	Evolution en 2022
Ardennes	0,4%	-3,2%
Aube	1,4%	-3,8%
Bas-Rhin	-1,4%	-4,6%
Haute-Marne	-2,3%	-5,1%
Haut-Rhin	-0,1%	-6,6%
Marne	-0,3%	-2,6%
Meurthe-et-Moselle	-1,3%	-4,0%
Meuse	-1,6%	-4,5%
Moselle	-2,1%	-6,8%
Vosges	-1,4%	-5,4%
Grand Est	-1,0%	-5,0%
dont hommes	-1,2%	-5,5%
dont femmes	-0,9%	-4,7%
France métropolitaine	-1,0%	-4,3%

17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

20 000 demandeurs d'emploi longue durée de moins en un an. Depuis le pic atteint début 2021 avec presque 239 000 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an, on assiste à une forte décreue de la demande d'emploi longue durée. En effet, fin 2022, elle concerne 191 850 personnes, soit 46,3% des demandeurs d'emploi (contre 51,5% début 2021). Il s'agit du plus « faible » niveau depuis 2014. Les reculs annuels (-13,2%) comme trimestriels (-2,9%) enregistrés en région sont sensiblement identiques à ceux enregistrés au niveau national (respectivement -13,5% et -3,1%). Tous les départements profitent de cette dynamique, avec des baisses sur un an s'échelonnant de 10,6% dans les Ardennes à 16,3% en Haute-Marne. A titre de comparaison, en 2008, on comptait seulement 70 000 demandeurs d'emploi longue durée dans la région (26% des demandeurs d'emploi).



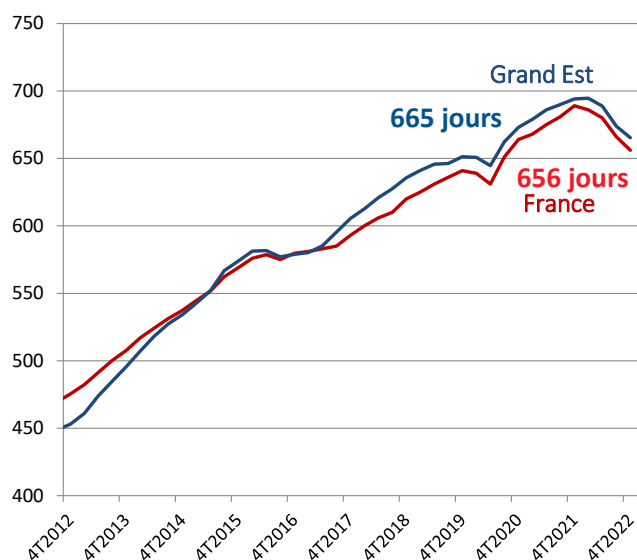
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

Catégories A, B et C	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2022	Evolution en 2022
Ardennes	-1,7%	-10,6%
Aube	-4,2%	-12,8%
Bas-Rhin	-3,0%	-13,1%
Haute-Marne	-3,6%	-16,3%
Haut-Rhin	-3,1%	-15,7%
Marne	-2,1%	-10,8%
Meurthe-et-Moselle	-3,7%	-14,4%
Meuse	-3,3%	-13,7%
Moselle	-2,1%	-12,2%
Vosges	-3,4%	-14,1%
Grand Est	-2,9%	-13,2%
France métropolitaine	-3,1%	-13,5%

18 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Poursuite de la baisse amorcée début 2022. L'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi dans le Grand Est (catégories ABC) n'a cessée de croître jusqu'au 1^{er} trimestre 2022 (hormis deux légères inflexions en 2016 et en 2020), avant une inversion de tendance en 2022. En effet, sur un an, l'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi en région recule de 29 jours, et de 33 jours en France. Elle demeure tout de même à 665 jours, soit près d'un an et dix mois (contre 656 jours en France). Les améliorations les plus notables à l'échelle départementale sont à mettre au crédit des territoires les plus en difficulté (-51 jours dans les Vosges, -44 dans la Meuse), tandis que ceux dans une situation plus favorable affichent des replis plus modérés (-16 jours en Moselle, -24 dans le Haut-Rhin).



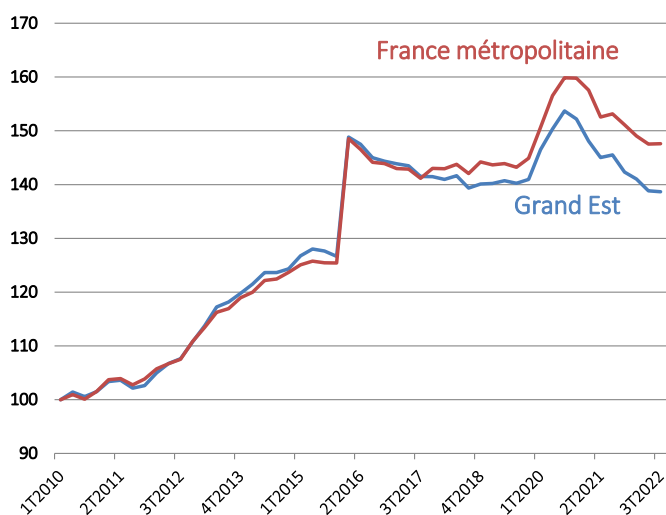
Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories A, B et C)

	Evolution en 2022, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	-34	742
Aube	-33	681
Marne	-26	666
Haute-Marne	-43	657
Meurthe-et-Moselle	-38	693
Meuse	-44	685
Moselle	-16	645
Bas-Rhin	-28	646
Haut-Rhin	-24	622
Vosges	-51	729
Grand Est	-29	665
France	-33	656

19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Un nombre d'allocataires RSA au plus bas depuis 2016. Le Grand Est passe pour la 1^{ère} fois sous la barre des 140 000 bénéficiaires RSA depuis le changement de méthode de calcul en 2016. Le pic avait été atteint au 3^{ème} trimestre 2020, avec près de 155 000 allocataires. La dynamique de réduction est plus favorable en région (-4,7% sur un an) qu'en France métropolitaine (-3,6%). Sur cette période, l'ensemble des départements du Grand Est présente des reculs du nombre d'allocataires RSA, de -2,4% dans la Marne à -8,3% dans les Ardennes. Reste à savoir si la baisse va se poursuivre, dans la mesure où l'effectif est resté stable au 3^{ème} trimestre 2022 (139 320 allocataires, soit 150 de moins sur trois mois).



Base 100 au premier trimestre 2010 Nb : au 1er janvier 2016 les règles de calcul du nombre d'allocataires ont changé d'où la rupture de la courbe

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

	Evolution du nombre d'allocataires sur un an	Nombre d'allocataires au 3 ^{ème} trimestre 2022
Ardennes	-8,3%	9 330
Aube	-3,4%	9 380
Bas-Rhin	-6,1%	26 000
Haute-Marne	-3,0%	4 190
Haut-Rhin	-4,8%	15 220
Marne	-2,4%	14 610
Meurthe-et-Moselle	-3,9%	21 020
Meuse	-4,7%	4 690
Moselle	-5,3%	24 650
Vosges	-2,9%	10 230
Grand Est	-4,7%	139 320
France métropolitaine	-3,6%	1 678 170

4. TRANSFRONTALIER

Au 3^{ème} trimestre 2022

207 511 travailleurs frontaliers

118 837 au Luxembourg
40 996 en Allemagne*
39 434 en Suisse
8 245 en Belgique**

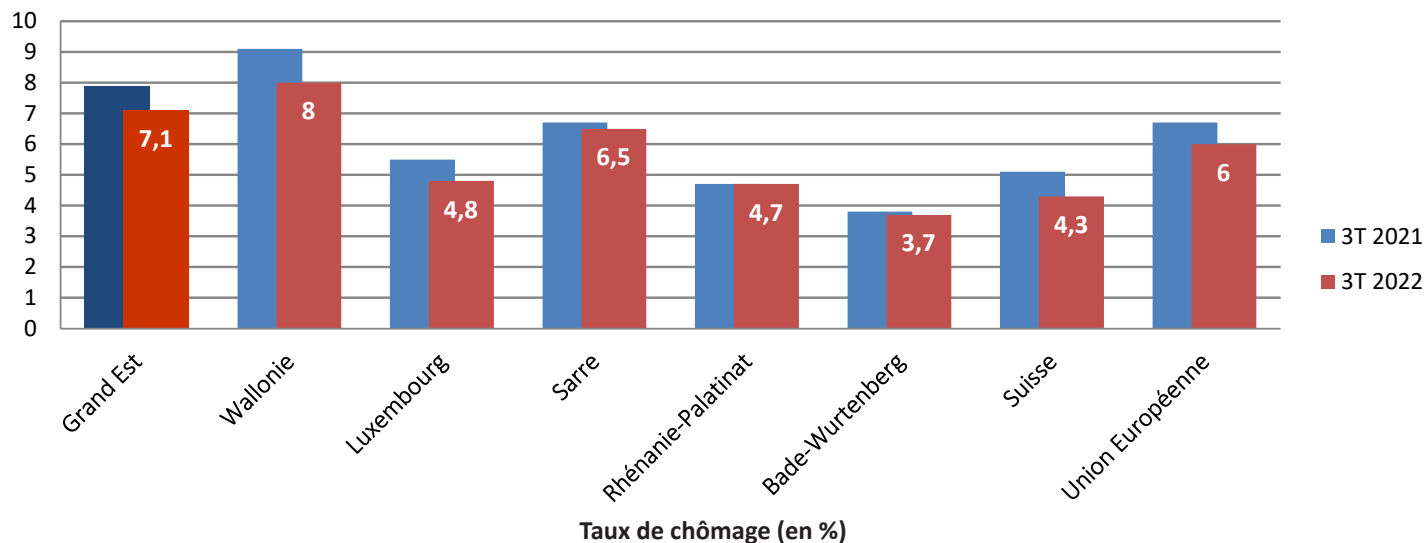
* Données 2^{ème} trimestre 2021

** Données non actualisées depuis 2019

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le chômage poursuit sa contraction dans l'environnement transfrontalier. En 2020, les taux de chômage avaient progressé dans l'ensemble de l'espace transfrontalier, avant de se rétracter en 2021, à la faveur du redressement des activités économiques. Cette dynamique s'est poursuivie en 2022, puisque tous les territoires présentent une amélioration de leur marché de l'emploi. En effet, sur l'année, le chômage se réduit de 1,1 points en Wallonie, de 0,8 point en Suisse (tout comme le Grand Est) ou encore de 0,7 point au Luxembourg. Les Länder allemands affichent quant à eux une certaine stabilité (-0,2 point en Sarre, -0,1 en Rhénanie-Palatinat), mais à des niveaux très bas (le Bade-Wurtemberg maintient un taux de 3,7%, identique à l'an passé). Au sein de l'Union Européenne, on enregistre un taux moyen de 6%, bien inférieur à ceux encore enregistrés en France ou en Wallonie.



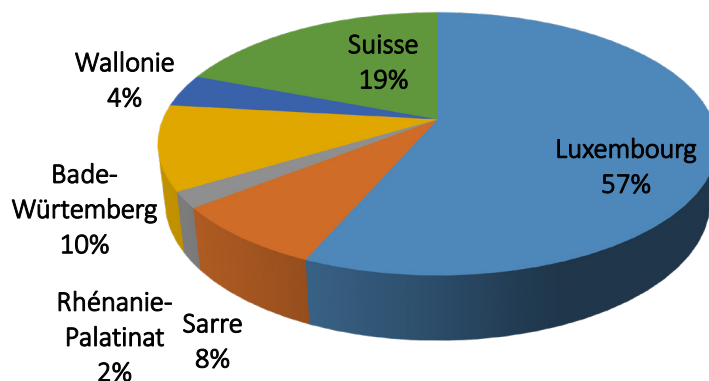
21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA - OFS - BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT

210 000 frontaliers pour 2023 ? La barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est ayant été franchie fin 2021, à la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19, celle des 210 000 s'annonce déjà, et devrait être atteinte en 2023. En effet, on compte 6 500 frontaliers de plus en direction du Luxembourg sur un an, et plus de 1 400 vers la Suisse. Les progressions annuelles vers ces deux pays sont respectivement de +5,7% et +5,4%, quand les moyennes annuelles sur 10 ans sont de +4,2% et +1,8%. Le phénomène frontalier est donc en plein essor. Vers le Luxembourg, le palier des 150 000 frontaliers français, projeté pour 2035, devrait à ce rythme être atteint plus tôt que prévu. Au 3^{ème} trimestre 2022, on comptabilise 118 837 navetteurs au Luxembourg et 39 434 en Suisse. Pour ce qui concerne les travailleurs en direction de l'Allemagne, ils seraient 40 996 répartis sur 3 Länder (les derniers éléments consolidés datent de 2021). Pour rappel, ils étaient 60 000 en 2000. Enfin, la Belgique comptait 8 245 travailleurs frontaliers résidant dans la région en 2019, chiffres en stabilisation.

	Nombre de frontaliers au 3 ^{ème} trimestre 2022	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	118 837	+5,7%	+4,2%
Suisse	39 434	+5,4%	+1,8%
Allemagne*	40 996		
Belgique**	8 245		

(*) Données 2^{ème} trimestre 2021
(*) Données non actualisées depuis 2019



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture
du CESER Grand Est (23 membres)

Président : Jean-Paul NOLLET
Vice-Président : Pascal LOUIS
Rapporteuse : Alexandra PINATON

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

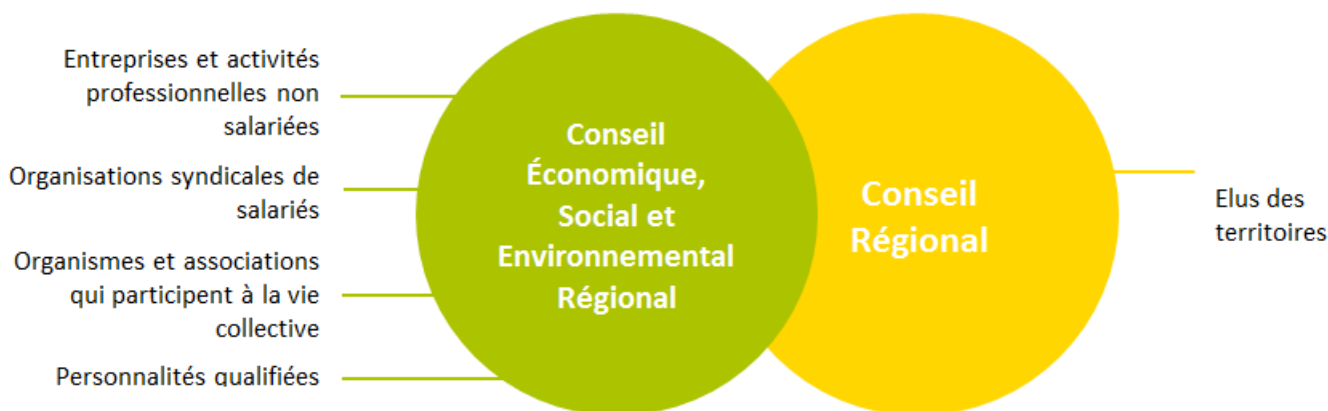
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**